

(Núm. 148.)

DIARIO DEL GOBIERNO

DE CATALUNA Y BARCELONA.

DEL JUEVES 18 DE MAYO DE 1812.

SS. Corpus Christi. — Las *Q. H.* están en la Iglesia de Religiosas Atrepentidas, se reserva á las seis y media de la tarde.

NOUVELLES ETRANGERES ANGLETERRE.

Londres, 12 avril.

AMERIQUE MERIDIIONALE. — Les gazettes de Buenos Ayres, qui l'on a reçues contiennent la correspondance entre l'amiral de Courcy et le vice roi Elio, au sujet du blocus de Buenos Ayres. Dans la première lettre de la correspondance, l'amiral de Courcy observe que S. A. R. le prince Régent de la Grande Bretagne « regardera la continuation du blocus maritime de Buenos Ayres comme tenant à un système injurieux pour les sujets de S. M., et que S. A. R. ne souffrira pas qu'on (sic) commerce que soit ses sujets selon le mode accoutumé et en objets non prohibés. »

Elio a répondu à cette déclaration, en demandant qu'on lui fit connaître si l'amiral de Courcy était porteur de quelques ordres ou lettres de créance de la Régence, à défaut de quoi il ne pourrait traiter avec lui. L'amiral de Courcy, dans sa réponse, nie avoir le caractère de médiateur, lui être revêtu d'aucun pouvoir, n'être entré dans la rivière de la Plata que pour se faire de la marine anglaise, et simplement avec la détermination d'empêcher que l'on n'ait à aucun sujet de S. M. faisant le commerce, et que l'on n'insultât son pavillon. — Elio, dans sa seconde lettre, qui est très courte, demande encore si l'amiral de Courcy est autorisé par le gouvernement espagnol à entrer en négociation au sujet de ses lettres; au défaut de quoi il déclare qu'il lui est impossible d'avoir aucune relation avec lui. L'amiral anglais, dans la lettre qui suit, prend un ton plus décidé, et finit par la déclaration énergique que voici :

« Quand les bâtimens de toutes les puissances du Monde, à l'exception de ceux qui appartiennent à des sujets de S. M. britannique, se trouveroient exclus de la Plata, cela m'importeroit peu; je ne réclame que la libre navigation de ce fleuve.

« Il faut que les ordres de mon souverain soient exécutés. Jusqu'ici je n'ai point donné d'instructions aux bâtimens qui composent mon escadre. J'attends la décision de V. Exc. Il faut que l'on prenne un parti. »

NOTICIAS ESTRANGERAS INGLATERRA.

Londres 12 de abril.

AMERICA MERIDIONAL. — Las gacetas de Buenos Ayres que se han recibido, contienen la correspondencia entre el almirante Courcy y el virrey Elio, relativa al bloqueo de Buenos Ayres. En la primera carta de la correspondencia, el almirante de Courcy observa que S. A. R. el príncipe de la gran Bretaña mirará la continuación del bloqueo marítimo de Buenos Ayres, como un sistema injurioso para los vasallos de S. M.; y que S. A. R. no permitirá que se incomode el comercio que hacen sus vasallos según el modo acostumbrado, y en objetos no prohibidos.

Elio ha respondido á esta declaración, pidiendo que se le haga conocer, si el almirante de Courcy trae algunas órdenes ó credenciales de la Regencia; en cuyo defecto no podría tratar con él. El almirante de Courcy en su respuesta niega tener el carácter de mediador, ni estar revestido de ningún poder político; no habiendo entrado en el río de la Plata sino como oficial de la marina inglesa y sencillamente con la determinación de impedir que se detenga ningún vasallo de S. M., que haga el comercio, y que no se insulte su pabellón. — Elio en su segunda carta, que es muy corta, pregunta de nuevo si el almirante de Courcy está autorizado por el gobierno español para entrar en negociación sobre el asunto de sus cartas; en cuyo defecto declara que le es imposible tener relación alguna con él. El almirante inglés en la carta que sigue, toma un tono mas decidido, y concluye por la declaración energética que traíamos.

« Quando los barcos de todas las potencias del mundo, á excepcion de los que pertenecen á los vasallos de S. M. británica, se hallasen excluidos de la Plata, eso me importaría poco; yo no reclamo sino la libre navegación de este río. »

Es preciso que las órdenes de mi soberano sean executadas. Hasta ahora no he dado instrucciones á los buques que componen mi escuadra. Aguando la decision de V. E. Es fuerza tomar un partido. »

Elio, nullement intimidé par cette insinuation, répond dans des termes non moins énergiques. Après avoir répété qu'il lui était impossible de traiter avec l'amiral de Courcy, puisqu'il n'avait point d'autorisation de la régence d'Espagne, il ajoute :

« La lettre de V. Exc. est conçue dans des termes assez obscurs, et je dois vous prier de me faire savoir ce que vous entendez par ces expressions : « Il faut que les ordres de mon souverain soient exécutés. J'attends la décision de V. Ex. ; il faut que l'on prenne un parti » Est-ce une menace que vous entendez faire par là ? V. Exc. a à cœur d'obéir aux ordres du prince qui est souverain de la Grande Bretagne, et moi je dois obéir à ceux du mien. Je me pique de connaître les moyens de les exécuter ; et V. Exc. pouvant être certaine qu'elle n'obtiendra pas d'autre réponse de moi que celle que j'ai déjà faite, sera responsable des mesures qu'elle jugera à propos de prendre. »

L'amiral de Courcy répond à la question précédente :

« A l'égard de la question que vous me faites sur les mesures que je prendrai d'après la connaissance de votre détermination, je répondrai qu'attendu que le gouvernement anglais ne consentira jamais à ce que ses relations commerciales avec l'Amérique espagnole soient interrompues, jusqu'à ce que le résultat de sa médiation soit connu (mesure nécessaire pour rendre possible et pour faciliter même ses bons offices), les escadres de S. M. ne négligeront rien pour empêcher qu'elles ne soient interrompues. Il n'y a point de menaces dans cette déclaration ; mais je sens avec un profond regret les conséquences qu'elle peut avoir. »

« Puisque V. Exc. déclare que le gouvernement espagnol a sanctionné le blocus maritime de Buenos-Ayres, je cesse de demander qu'on l'abandonne ; mais j'espère que vous le ferez suspendre (du moins pour ce qui regarde les intérêts de l'Angleterre) jusqu'à ce qu'on connaisse le résultat de la médiation auprès de la junta à Cadix. »

La correspondance se termine par la réponse d'Elio à l'amiral de Courcy :

« Très excellent seigneur, »

« En ayant l'honneur de vous accuser la réception de votre lettre d'hier, j'y réponds en m'en référant entièrement à ce que j'ai dit dans mes lettres précédentes. Si mes pouvoirs ne s'étendent pas jusqu'à me permettre de faire lever le blocus des ports soumis au gouvernement de la junta de Buenos-Ayres, il est du moins de mon devoir de faire en sorte qu'il cause le moins de préjudice possible aux sujets anglais. »

Elio nada intimidado por esta insinuation, responde en términos no menos energicos. Después de haber repetido que le es imposible tratar con el almirante de Courcy, por no tener autorizacion de la regencia de España, añade :

« La carta de V. E. está concebida en términos muy oscuros, y debo rogarle que me haga saber lo que entiende por estas expresiones : « Es preciso que las órdenes de mi soberano sean executadas. Aguando la decision de V. E. Es fuerza tomar un partido. » Pretendo V. E. acaso amenazarme con esto ? V. E. desea obedecer las órdenes de un príncipe que es soberano de la gran Bretaña ; y yo debo obedecer las órdenes del mio. Me precio de conocer los medios de executarlas ; y V. E. pudiendo estar cierto que no conseguirá de mi otra respuesta que la que le tengo dada, quedará responsable de las medidas que juzgare à propósito adoptar. »

El almirante de Courcy ha respondido à la question precedente :

« Por lo que toca à la question que V. E. me hace sobre las medidas que tomare, después de sabida su determinacion, solo responderé que atendido que el gobierno inglés jamás consentirá en que sus relaciones comerciales con la América española, sean interrumpidas hasta que sea conocido el resultado de su mediacion [medida necesaria para hacer posible, y aun para sancionar sus buenos oficios] las escuadras de S. M. no perdonarán cosa alguna para impedir que dichas relaciones sean interrumpidas. En esta declaracion no hay amenaza alguna ; pero yo siento con un profundo pesar las consecuencias que puede tener. »

« Supuesto que V. E. declara que el gobierno español ha sancionado el bloqueo marítimo de Buenos Ayres, cesso de pedir que se abandone ; pero espero que le hará suspender (à lo ménos por lo que mira los intereses de la gran Bretaña) hasta que se sepa el resultado de la mediacion para con la junta de Cadix. »

La correspondencia se concluye con la respuesta de Elio al almirante Courcy.

« Excmo. Sr. »

« Teniendo el honor de acusar el recibo de su carta de ayer, paso à responderle, refiriéndome enteramente à la que tengo dicho en mis cartas anteriores. Si mis poderes no se extienden hasta permitirme que haga levantar el bloqueo de los puertos sometidos al gobierno de la Junta de Buenos Ayres, à lo ménos es de mi deber hacerlo de modo que cause el menor perjuicio posible à los vasallos ingleses, co-

ainsi qu'à leurs propriétés. Il a été nécessaire de détenir pour un temps quelques bâtimens; mais jusqu'ici je n'ai pas encore fait séquestrer pour la valeur d'un réal; et cela, quoique les négocians anglais aient fait beaucoup de tort à la cause légitime de l'Espagne, en vendant des bâtimens et des chaloupes à la Junta, qui les a employés activement contre les armes du roi d'Espagne.

« Depuis que j'exerce les fonctions qui m'ont été confiées, j'ai prouvé à l'Amérique, ainsi qu'au monde entier, que je n'ai en vue que la tranquillité et le bonheur des habitans de ce pays. C'est conformément à ces vœux de mon cœur, et aux vœux bienfaisans et paternels du gouvernement espagnol, que j'agis actuellement. Si mes démarches restent sans succès, V. Exc. peut être parfaitement assurée qu'on ne pourra l'imputer qu'à l'ambition et aux intrigues des factieux; de même que si l'Espagne triomphe de l'ennemi commun, elle ne permettra pas que la raison et la vertu demeurent esclaves de l'ambition et de l'immoralité.

« V. Exc. peut être certaine qu'à l'égard des individus anglais et des intérêts de cette généreuse nation, j'agirai, ainsi que je l'ai fait jusqu'ici, avec tout le ménagement qui me sera possible.

« Que Dieu conserve, etc.

Xavier Elío

(*Journal de l'Empire.*)

mo tambien à sus propiedades. Ha sido necesario detener por algun tiempo varios buques; pero hasta aquí no he hecho sequestrar por el valor de un real; y esto aunque los negociantes ingleses hayan hecho bastante daño à la causa legítima de la España, vendiendo buques y lanchas à la Junta, la qual las ha empleado contra las armas del Rey de España.

« Desde que exerceo las funciones que me han sido confiadas, he probado à la America, como tambien al mundo entero, que no tengo otras miras que la tranquilidad y bien estar de los habitantes de este país. En conformidad à estos deseos del corazón y à las miras benéficas y paternales del gobierno español es como yo obro actualmente. Si mis pasos quedan sin éxito, V. E. puede quedar perfectamente asegurado de que solo se podrá imputar esto à la ambicion y à las intrigas de los facciosos; de modo que si la España triunfa del enemigo comun no permitirá que la razon y la virtud queden esclavas de la ambicion é immoralidad.

« V. E. puede estar cierto de que por lo que toca à los individuos ingleses, y à los intereses de esta generosa nacion, obraré como he hecho hasa aquí, con todo el misamiento que me será posible.

« Dios guarde à V. E., etc.

Xavier Elío

(*Diario del Imperio.*)

NOTICIAS PARTICULARES DE BARCELONA.

AVISOS.

Mr. le commissaire de police du 4.^{me} arrondissement, faisant fonctions d'inspecteur de l'Intérieur, prévient les habitans de cette ville que les propriétaires, leurs représentans, ou les principaux locataires des maisons pourront se présenter dès aujourd'hui tous les jours, depuis trois heures de relevée jusqu'à six, chez les commissaires de Police pour faire la déclaration des personnes y demeurant, savoir :

Demain, se présenteront chez le Commissaire du 1.^{er} arrondissement, Mr. Pi, qui loge rue Rosich, n.^o 1, ceux qui demeurent aux rues : Encans, Esgrima, Espaseria, Esparteria, Esparteria vella, y Esplanada.

Chez le Commissaire du 2.^{me} arrondissement, Mr. Lugan, qui loge rue Asalto, numéro 91, ceux qui demeurent aux rues : St. Pere mes alt, St. Pere mitja, y St. Pere mes baix.

Chez Mr. Bernard de las Casas, commissaire du 3.^{me} arrondissement, qui loge au dormitorio Saint François, ceux qui logent aux rues : Portixol, Palla, Plasa de la Trinitat, Plasa

El Señor comisario de Policía del quartel 4.^o haciendo funciones de Inspector, avisa à los habitantes de esta, que todos los propietarios, sus apoderados, ó los principales inquilinos de las casas podrán presentarse desde hoy cada dia, desde las tres hasta las seis de la tarde, al despacho de los Señores Comisarios de Policía, para hacer la declaracion de las personas que viven en ellas, à saber :

Mañana : Se presentarán al despacho del Sr. Leopoldo Pi, calle den Rosich, n.^o 1, Comisario del quartel primero, los que viven en las calles : Escans, Esgrima, Espaseria, Esparteria, Esparteria vella, y Esplanada.

Al del Señor Lugan Comisario del segundo quartel, vive à la calle del conde del Asalto n.^o 91, los que viven en las calles : St. Pere mes alt, St. Pere mitja, y St. Pere mes baix.

Al del Sr. Bernardo de las Casas, Comisario del quartel tercero, que vive en el dormitorio de S. Francisco, los que viven en las calles : Portixol, Palla, Plasa de la Trinitat, Plasa

de St. Francesch, Plassa de St. Jaume, Plassa Nova, Plassa detras del Pi, Plassa de la Cocurulla, y Plasseta de St. Francesch.

A l'Hotel de la Police generale, bureau de Mr. Dufour, commissaire de Police du 4.^{me} arrondissement, ceux qui logent aux rues: Seminari, Sijes, Tallers, Tras los Horts de St. Pau, y Travessia de la Bomba.

Chez Mr. Philibert, Commissaire du 5.^{me} arrondissement à Barcelonette, qui loge à la plassa Mayor, ceux qui demeurent aux rues: Riva, Sal, Sta. Ana, Sant Antonio, Sant Miguel.

Barcelone, le 28 mai 1812.

Signé R. Dufour.

ORDONNANCE DE POLICE DU 27 MAI 1812.

Nous, Louis-Hubert de Beaumont Brivazac, Capitaine de la Louveterie Imperiale, Commissaire general de Police de Barcelone et de la Basse Catalogne,

Vu la lettre qui nous a été écrite par Mr. le Comte de l'Empire Treillard, Préfet du Département de Mont-Serrat, en date de ce jour, relative à la marche que doit suivre la Procession de la Fête Dieu,

Ordonnons ce qui suit :

ART. 1. Jeudi 28 mai, dès sept heures du matin, seront balayées, arrosées et entièrement libres de tout embarras les rues et places ci-après désignées. La place Neuve, les rues de Bories, du Pi, de la Bouquerie, du Cail et de l'Evêché : les habitants se conformeront à cette disposition en ce qui les concerne.

ART. 2. A compter de huit heures du matin, aucune voiture ni charrette ne pourra circuler ni stationner dans les places et rues ci-dessus désignées. La circulation sera établie une heure après la rentrée de la Procession.

ART. 3. Mr. le Commissaire de Police du 1.^{er} Arrondissement marchera à la tête de la Procession avec deux appariteurs, afin d'assurer l'exécution des mesures ci-dessus indiquées.

ART. 4. Le Commissaire de Police du 4.^o Arrondissement, faisant fonctions d'inspecteur de l'intérieur, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Barcelone, le 27 mai 1812.

Le Commissaire general de Police.

HUBERT DE BEAUMONT BRIVAZAC.

de St. Francesch, Plassa de St. Jaume, Plassa Nova, Plassa detras del Pi, Plassa de la Cocurulla, y Plasseta de St. Francesch.

A la casa de la Policía general, al despacho del Señor Dufour, Comisario del cuartel quarto, los que viven en las calles: Seminari, Sijes, Tallers, Tras los Horts de St. Pau, y Travessia de la Bomba.

Al del Sr. Philibert Comisario del cuartel 5.^o en la Barceloneta, que vive a la plaza Mayor, los que viven en las calles: Riva, Sal, Sta. Ana, Sant Antonio, Sant Miguel.

Barcelona 28 de mayo de 1812.

Firmado R. Dufour.

ORDENANZA DE POLICIA DEL 27 MAYO 1812.

NOS Luis Huberto de Beaumont Brivazac, Capitan de la monteria Imperial, Comisario general de Policia de Barcelona, y de la Baza Catalana,

Visita la carta que nos ha escrito el Sr. conde del Imperio Treillard, Prefecto del Departamento de Monserate, relativa al canuno que debe seguir la procesion del Corpus,

Mandamos lo siguiente :

ART. 1.^o El jueves 28 de mayo, desde las 7 de la mañana estarán barridas, regadas, y enteramente libres de todo embarazo las calles y plazas luego indicadas. La plaza Nueva, las calles de Bories, Pinos, Boqueria, Call, y del Obispo: los habitantes se conformarán a esta disposicion en lo que les corresponda.

ART. 2.^o Desde las ocho de la mañana ningún carruaje podrá circular ni estar parado en las calles, y plazas arriba indicadas hasta al cabo de una hora de haber entrado la procesion.

ART. 3.^o El Sr. Comisario de Policia del cuartel primero irá al frente de la procesion con dos porteros, a fin de asegurar la execucion de las medidas arriba indicadas.

ART. 4.^o El Comisario de Policia del cuartel 4.^o haciendo funciones de inspector de lo interior queda encargado de la execucion de la presente Ordenanza.

Barcelona 27 de mayo de 1812.

El Comisario general de Policia,

HUBERTO DE BEAUMONT BRIVAZAC.

TEATRO.

La Sociedad dramática Española, representará hoy a las seis y media; la comedia intitulada *Dejar lo cierto por lo dudoso*, ó *la Mujer firme* 1.^a representación, tonadilla, fandango y sainete.

Chez J. Altze et P. Barrero, Imprimeurs du Gouvernement de Catalogne.